

**Chili - Déclaration présidentielle  
portant une feuille de route  
bilatérale**

(Paris, 09 octobre 2018)

Le président de la République française, Emmanuel Macron,

Et le président de la République du Chili, Sebastian Pinera,

Se sont rencontrés le 8 octobre 2018, à l'occasion de la visite officielle en France du président de la République du Chili.

Les deux chefs d'Etat ont rappelé les liens d'amitié et de coopération profonds et anciens unissant les deux nations, dans le cadre du partenariat privilégié noué et développé au travers de la Déclaration de Santiago du 26 mai 2006 et des Déclarations de Paris du 20 octobre 2010 et du 8 juin 2015, qui ont contribué à définir et renforcer les lignes directrices de la coopération bilatérale.

Conscients des principes et des objectifs communs unissant la République française et la République du Chili et soucieux de développer encore davantage la coopération franco-chilienne, les chefs d'Etat sont convenus d'adopter une feuille de route bilatérale définissant le cadre de travail de la relation entre les deux pays pour les trois prochaines années. Conformément à la volonté des deux chefs d'Etat, cette feuille de route comporte des actions concrètes et opérationnelles visant à renforcer les relations franco-chiliennes en particulier sur les enjeux du futur, de l'innovation et de l'économie numérique.

**I/ Dialogue politique et coopération stratégique**

Les deux chefs d'Etat sont convenus de poursuivre l'approfondissement du dialogue en matière de politique extérieure et de sécurité internationale, dans l'esprit de promotion des valeurs communes auxquelles sont attachés la France et le Chili.

Ce dialogue visera notamment à coordonner les efforts des deux pays, en particulier dans le cadre des Nations Unies, pour faire face aux défis collectifs de la communauté internationale. Il aura pour objectif de rechercher et de développer des initiatives communes visant à promouvoir et renforcer le système multilatéral face aux mises en cause et aux attaques dont il fait l'objet.

À cette fin, ils poursuivront en particulier un dialogue régulier relatif aux Opérations de Maintien de la Paix des Nations Unies (OMP), en vue desquelles la France encouragera et

apportera, en fonction de ses disponibilités, son soutien à la participation du Chili. La France encouragera également la participation du Chili aux opérations de gestion de crise de l'UE.

La défense du système multilatéral, auquel la France et le Chili réaffirment tout leur attachement, passera également par la recherche de positions communes dans la nécessaire actualisation et modernisation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En outre, des efforts communs seront réalisés en vue de l'avancée rapide des négociations relatives à la modernisation de l'Accord établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, signé en 2002. La France réaffirme également tout son intérêt pour l'Alliance du Pacifique, ainsi que sa volonté de renforcer ses liens de coopération avec ce processus d'intégration, dans divers domaines d'action.

Animés par la volonté mutuelle de renforcer le dialogue politique entre le Chili et la France, notamment en ce qui concerne le respect des valeurs démocratiques, la défense et la promotion des droits de l'Homme, ainsi que par leur vocation pour la résolution pacifique des différends, les deux chefs d'Etat sont convenus de poursuivre un échange permanent sur les situations de crise qui peuvent affecter nos régions respectives et, plus largement, sur les questions et enjeux d'intérêt commun afin de continuer à renforcer le niveau de coopération entre les deux pays. En outre, dans ce contexte ils ont salué les résultats et les avancées atteints à travers le dialogue bi-régional CELAC-UE, et ils se sont engagés à continuer de soutenir ce processus de rapprochement et de coopération entre les deux régions.

Déterminés à contribuer ensemble à la lutte contre le changement climatique, à la préservation de la biodiversité et à la promotion du développement durable dans le cadre de l'Agenda 2030, la France et le Chili soutiendront ensemble la négociation du Pacte mondial pour l'environnement et l'obtention d'un résultat ambitieux à la COP15 de la Convention sur la diversité biologique en 2020. Ils lanceront un dialogue bilatéral sur la mise en oeuvre de l'Accord de Paris sur le climat, qui inclura un échange d'expériences sur l'actualisation des contributions nationales présentées dans le cadre de cet Accord, y compris les opportunités identifiées en vue d'une plus grande ambition. Les deux pays soutiendront également la mise en place et les travaux de l'Alliance solaire internationale, organisation vouée à jouer un rôle précieux en matière de promotion des énergies renouvelables dont le développement constitue une priorité tant pour la France que pour le Chili. Au niveau bilatéral, les deux chefs d'Etat ont appelé de leurs voeux la signature prochaine de l'Arrangement administratif entre le ministre français de la transition écologique et solidaire et la ministre chilienne de l'environnement relatif aux aires marines protégées. Ils sont également convenus de renforcer les échanges d'expériences, notamment en matière de promotion de l'économie circulaire, de décarbonation de l'économie et de systèmes de surveillance et de suivi de la pollution de l'air.

Sur le plan bilatéral, les deux chefs d'Etat sont convenus de la volonté commune de renforcer la relation de défense entre les deux pays, en lui donnant un cadre juridique adapté. Cette coopération passera également par l'articulation d'un dialogue stratégique renouvelé sur les menaces émergentes et la coopération entre les industries de défense, notamment en matière navale, militaire et spatiale.

Ils sont enfin convenus de développer la coopération bilatérale de défense dans la zone du Pacifique en poursuivant l'échange d'expériences dans les domaines d'expertise liés à la

sécurité maritime avec les forces françaises en Polynésie et dans le cadre des engagements pris lors de la Conférence des Ministres de la Défense du Pacifique Sud.

## II/ Un partenariat économique axé sur l'innovation

Les deux chefs d'Etat sont convenus de leur volonté commune d'intensifier les échanges économiques entre la France et le Chili ainsi que les investissements croisés. Ils sont ainsi convenus de tenir des consultations bilatérales régulières dans le domaine économique. Un accent particulier sera mis sur les nouvelles technologies d'avenir telles que, principalement, l'intelligence artificielle, les technologies de l'information et de la communication, les énergies renouvelables, la mobilité et la ville durable.

Désireux de mettre la recherche et l'innovation, moteurs de la croissance et de l'économie de demain, au coeur du développement de leurs sociétés, et dans la continuité de l'Année de l'Innovation franco-chilienne célébrée en 2017, les deux chefs d'Etat souhaitent renforcer leur coopération dans ce domaine. Ils sont notamment convenus de l'importance de :

- Valoriser les centres de recherche franco-chiliens existants dans les domaines de l'intelligence artificielle (avec Inria Chile) et des énergies renouvelables (avec Laborelec d'Engie, Atamoc Tec dans le solaire avec le CEA, mais aussi Meric de Naval Group dans les énergies marines), en partenariat avec l'acteur public chilien Corfo ;
- Développer l'accès aux moyens de calcul scientifique et de simulation numérique (supercalculateur) des acteurs de la recherche et du secteur privé afin de favoriser le déploiement de services pour répondre aux grands défis sociétaux (changement climatique, prévention de catastrophes naturelles, énergies renouvelables, santé....);
- Favoriser la coopération entre les entreprises privées et les centres de recherche afin de permettre des avancées dans le domaine de l'internet des objets, l'apprentissage profond ("deep learning"), l'algorithmique et l'intelligence artificielle;
- Développer la coopération bilatérale dans le domaine de la cybersécurité, s'agissant notamment de l'utilisation sécurisée d'Internet, du commerce électronique et de la protection des données personnelles, dans la perspective de la signature d'une lettre d'intention en la matière ;
- Encourager le développement de la coopération scientifique dans le domaine de l'astro-informatique, et notamment les actions communes permettant d'exploiter les données astronomiques acquises grâce au potentiel du désert d'Atacama, en tant que ressources pour le développement de l'intelligence artificielle, le "big data" et les capacités en science des données. Une coordination entre les deux pays permettra de faciliter la relation entre le Chili et l'Union européenne dans ces domaines.

Les deux chefs d'Etat ont réaffirmé la priorité commune que représentait pour la France et

pour le Chili le développement des énergies renouvelables, notamment dans le cadre de la lutte contre le changement climatique et de la poursuite des Objectifs de développement durable. Les projets et la coopération dans ce domaine seront soutenus et encouragés. Un effort particulier sera mené afin de tirer le meilleur parti des opportunités existantes en matière d'énergie solaire, éolienne et marine et de stockage d'énergie, en s'appuyant notamment sur le savoir-faire et l'investissement au Chili d'acteurs français. Le rôle des PME et des PMI dans ces secteurs d'avenir sera également encouragé à travers l'activité de Business France et de Pro Chile dans le cadre de l'accord de partenariat signé le 2 juin 2016.

Les deux chefs d'Etat sont également convenus d'accorder une attention particulière aux secteurs des transports et des infrastructures, en particulier en matière de transports publics (métro, train, tramways, réseaux de bus électriques, téléphériques), d'électromobilité, d'aviation civile et d'aéroports (notamment dans les capitales régionales chiliennes), mais aussi, plus généralement, de développement de villes durables (eau, gestion des déchets, ville intelligente) et de grands projets structurants (dessalement d'eau de mer pour les villes et l'industrie minière), en mettant l'accent sur la lutte contre les exclusions sociales et la formation professionnelle. À cet égard, la France propose d'organiser au Chili, en 2019, la première édition d'un séminaire "Ville durable" qui réunirait les acteurs français et chiliens compétents dans ce domaine et favoriserait les échanges d'expérience.

Enfin, la France s'associera pleinement à la réussite du "Congrès du Futur" qui se tiendra au Chili en janvier 2019.

### III/ Une coopération au service de nos intérêts communs

Les deux chefs d'Etat sont convenus de travailler ensemble afin que la coopération entre la France et le Chili et les efforts des deux pays en matière de science, de technologie et d'innovation se concentrent sur les défis du futur communs à nos deux pays : adaptation aux effets du changement climatique, développement des énergies renouvelables, vieillissement de la population, santé et bien-être, révolution numérique.

Les deux chefs d'Etat ont souligné la qualité de la coopération scientifique et universitaire franco-chilienne, dense et de très haut niveau, que les forums de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, organisés alternativement en France et au Chili en 2015 et 2017, sont venus conforter. Ils sont convenus que celle-ci pouvait encore être renforcée, en particulier en soutenant davantage les projets communs de recherche et les partenariats universitaires, base indispensable d'une économie de la connaissance. La France pourra également apporter son appui à la mise en place du nouveau ministère chilien de la science, de la technologie, de la connaissance et de l'innovation et de la nouvelle Agence nationale de la recherche et du développement, notamment au travers des liens de coopération déjà existants avec la Commission nationale de la recherche scientifique et de la technologie.

Les deux chefs d'Etat rappellent leur attachement au renforcement de la mobilité étudiante entre la France et le Chili, fort de son potentiel de développement. Les échanges humains et universitaires seront encouragés, au travers des dispositifs de bourses du gouvernement français (notamment le programme "Make Our Planet Great Again") et du gouvernement chilien (programme "Becas Chile"), en particulier au niveau doctoral. Les deux parties ont

ainsi convenu d'augmenter leurs échanges en s'efforçant de porter à 1 500 le nombre d'étudiants chiliens en France et à 1000 le nombre d'étudiants français au Chili.

Concernant la coopération en matière de santé, les deux chefs d'Etat sont convenus de renforcer la coopération entre la France et le Chili en matière de recherche en neurosciences et de lutte contre le cancer, de prévention et de traitement des maladies neurodégénératives, ainsi que l'échange d'expériences en matière de politique publique de collecte de sang et de transfusions sanguines. Ils sont également convenus de renforcer les échanges d'expériences concernant les politiques publiques destinées au troisième âge et de chercher à développer encore davantage la coopération franco-chilienne sur les questions liées à la promotion de l'égalité de genre, pouvant passer par une actualisation au niveau adéquat de l'arrangement administratif conclu en juin 2015 entre le service des droits des femmes du Chili (SERNAM) et le ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Concernant la coopération en matière agricole, les deux chefs d'Etat sont convenus de favoriser l'échange d'expériences fructueuses qui stimulent le développement des zones rurales comme moyen d'offrir davantage et de meilleures opportunités aux petits et moyens producteurs. En outre, ils réaffirment leur engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique notamment via des pratiques agronomiques durables de gestion des sols.

S'agissant de la coopération linguistique, les deux chefs d'Etat sont convenus que l'enseignement du français et de l'espagnol constituait la clef d'une coopération éducative et culturelle réussie. Ils sont convenus que la France développerait ses programmes d'assistant d'espagnol à destination des jeunes Chiliens et qu'elle prêterait appui, à travers l'ambassade de France au Chili, à la réintroduction du français dans l'enseignement secondaire public au travers d'une expérimentation menée dans certains lycées du Bicentenaire. Les deux chefs d'Etat sont également convenus que les cinq lycées français au Chili constituaient un atout qui devait être davantage valorisé, notamment à travers la coopération avec le système éducatif chilien.

Les deux chefs d'Etat se sont félicités de la densité et de la richesse des échanges culturels entre la France et le Chili, qui ont toujours été une composante majeure de la relation entre les deux pays. Ils ont manifesté leur engagement à soutenir l'accroissement des projets culturels communs, en particulier dans le domaine de la création contemporaine (théâtre, photographie, arts plastiques, audiovisuel). Cette coopération s'inscrira dans le contexte de la création, en cette année 2018, du ministère des cultures, des arts et du patrimoine chilien ainsi que celui de l'adoption par le Chili de la Politique nationale de la culture 2017-2022./.